



NUMÉRO **35**

Il est beaucoup question d'archives privées dans ce numéro de Chroniques d'Archives. Depuis longtemps les services publics d'archives accueillent et mettent à disposition des chercheurs des documents produits dans la sphère privée et les Archives départementales de l'Isère ont été pionnières dans l'intérêt porté à ces archives et en conséquence à leur conservation. La vie des hommes ne se résume pas à ce qu'encadre l'administration et les documents produits par les individus dans le cadre familial mais aussi associatif, professionnel, politique, intellectuel, complètent les fonds publics et les contextualisent.

L'actualité donne un coup de projecteur à ces fonds privés conservés sur nos rayonnages. C'est d'abord la fin du classement des archives déposées par la famille de Virieu et la publication de l'instrument de recherche qui en résulte. Le dossier de ce numéro de Chroniques d'Archives est consacré à l'histoire de ce dépôt ô combien exemplaire. Le centième anniversaire de la fondation de l'entreprise Merlin-Gerin est aussi l'occasion de présenter un autre fonds d'archives privées déposées, cette fois-ci industrielles. Ces fonds emblématiques ne doivent pas occulter les petits ensembles plus discrets, reflet du tissu humain du département, qui sont signalés au fur et à mesure de leur classement dans la rubrique des nouveaux instruments de recherche. Les générations futures seront reconnaissantes à tous ces propriétaires et détenteurs de fonds privés qui nous ont fait confiance. L'achèvement du nouveau bâtiment à Saint-Martin-d'Hères permettra d'en convaincre d'autres et d'accueillir dans des conditions optimales de nouveaux fonds.

Chercheurs, le passé de tous les Isérois n'attend que vos patients dépouillements pour revivre devant vous !

Jean-Pierre Barbier

Dossier

Le dépôt des archives du château de Virieu

Un exemple remarquable de confiance entre une famille et un service d'archives / Un parcours compliqué / De Virieu au Lauragais, de Ferrals à Saint-Petersbourg

Le Point sur...

Il y a 100 ans : Merlin-Gerin

Cotes à l'affiche...

Les Impériaux / Chemin(s) faisant

Hors les murs...

Mars à La Mure

Nouvellement en service ...

Envie de voyager ? Plongez-vous dans les archives familiales de Bouchayet / Des catholiques dans la guerre

La trouvaille de l'archiviste...

Le plus laid...

Dossier

Le dépôt des archives du château de Virieu



204 J 1 / 129

Tout a commencé en 1989, lorsque Mme la marquise de Virieu ouvrit les archives à Yves Soulingeas. Il venait de prendre son poste de directeur des Archives de l'Isère et dans son précédent poste en Haute-Loire s'était déjà acquis une solide renommée d'expert en archives privées de familles de noblesse provinciale. La variété des archives conservées, l'existence de neuf fonds différents, une ampleur exceptionnelle... Tous ces éléments motivèrent des séances de classement et d'inventaires, réalisés par Yves Soulingeas pendant une dizaine d'années, avant qu'une cruelle maladie ne l'emporte en 2004, très peu de temps avant le décès de Mme la marquise de Virieu. L'accord des propriétaires, et les efforts déployés par Yves Soulingeas firent classer au niveau national au titre des Archives historiques l'ensemble des fonds en 1996.

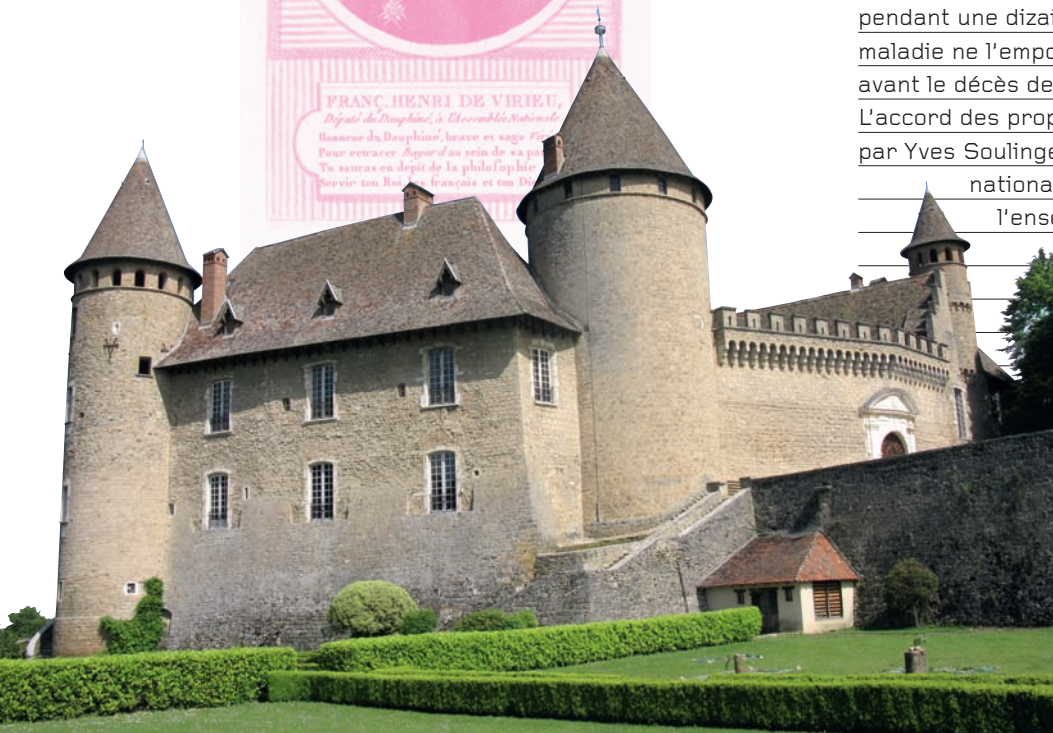
En 1999, les différents fonds d'archives du château de Virieu furent déposés aux ADI. Ils furent dès lors conservés dans les mêmes conditions et avec les mêmes soins que nous consacrons au reste des archives placées sous notre responsabilité.

Un exemple remarquable de confiance entre une famille et un service d'archives

Cette confiance accordée par la famille de Virieu à Yves Soulingeas se prolongea envers Hélène Viallet qui lui succéda à la tête des Archives départementales de l'Isère en janvier 2004. Messieurs Antoine et Wilfrid de Virieu, au nom de la famille, ont très naturellement continué ces excellentes relations, ce qui fut fondamental pour achever le travail entrepris. En effet, au cœur de la question des archives privées la confiance entre les propriétaires et les archivistes départementaux est fondamentale.

L'esprit d'ouverture des propriétaires, leur générosité le sont tout autant : il faut en effet accepter de laisser s'éloigner les fonds d'archives (et c'est plus délicat quand il s'agit de ses propres ancêtres que pour des propriétaires antérieurs sans lien de famille) afin de permettre leur conservation, de préserver le patrimoine écrit et la mémoire familiale dans de bonnes conditions, pour, et c'est là le but essentiel et la finalité de tous nos efforts, qu'ils soient inventoriés et que cet inventaire permette aux chercheurs de faire progresser la recherche historique.

Conscients de tout cela Antoine et Wilfrid de Virieu ont su persuader leur famille de l'intérêt que représentait l'achèvement des travaux de classement et d'inventaire entrepris par Yves Soulingeas. Ils ont confié à Florence de Peyronnet, membre de la famille et ancienne élève de l'École des Chartes, cette opération de grande ampleur. Elle a recruté et encadré Fabien Delpu, archiviste-paléographe, spécialiste notamment des périodes antérieures à la Révolution, et Olivier Lafourcade, titulaire du master « Archives » délivré par l'Université de Lyon III et spécialiste des XIX et



Château de Virieu en Dauphiné,

*porte de gueules à 3. Vires d'argent, qui sont
comme 3. Annelets l'un dans l'autre.*

204 J 1 / 6

XX^{ème} siècles. Ces deux jeunes archivistes ont classé au total 120 mètres linéaires de documents, allant de 1085 pour le plus ancien jusqu'à la fin du XX^{ème} siècle. Le contrat de dépôt des fonds d'archives provenant du château de Virieu, entre l'indivision familiale et le Département de l'Isère, est approuvé le 19 décembre 2014 par la commission permanente du Conseil départemental.

L'opération d'inventaire des archives a été récompensée en 2015 par le prix Charles Samaran de la Société des amis des Archives de France.

Un parcours compliqué

Bien qu'étant l'une des plus anciennes familles nobles du Dauphiné, attestée depuis le XI^{ème} siècle et toujours florissante, les Virieu ne demeurèrent pas de façon continue dans le château qui porte leur nom. De ce fait, la destinée de leurs archives a connu plusieurs rebondissements.

Pendant sept siècles en effet, entre 1220 et les années 1920, les Virieu furent absents du château : en 1220 Béatrix, fille et unique héritière de Martin de Virieu, transmet la seigneurie par mariage à son époux Siboud de Clermont, membre d'une puissante lignée dauphinoise, qui intégra ainsi Virieu à ses possessions. Une branche cadette des Virieu s'établit au château de Pupetières, encore aujourd'hui propriété de la famille.

Les Clermont, devenus à la fin du XV^{ème} siècle les Clermont-Tonnerre, conservèrent Virieu jusqu'en 1573, date à laquelle ils vendirent la seigneurie à Artus I Prunier de Saint-André, personnage de premier plan

dans l'histoire du Dauphiné. Les archives concernant la branche aînée de la famille de Virieu et les territoires lui appartenant, pour la période du Moyen Âge et jusqu'en 1573, ne paraissent pas avoir été conservées.

La famille des Prunier de Saint-André, dont plusieurs membres jouèrent un rôle politique important en Dauphiné comme premiers présidents du Parlement de Grenoble, fut maître de Virieu jusqu'à son extinction masculine en 1765. A la faveur d'un partage successoral entre les deux héritières, une partie des papiers de fonction des Prunier de Saint-André passa entre les mains de Pierre de Marcieu, époux de la fille aînée, et parvint par descendance directe aux propriétaires actuels du château du Touvet, tandis que le reste des archives passait à Nicolas-François marquis de Langon et baron d'Uriage, époux de la fille cadette du dernier Prunier de Saint-André. Au cours du XIX^{ème} siècle, les terres du marquis de Langon, dont Virieu, passèrent par héritage aux Sibeud de Saint-Ferréol, barons d'Uriage.

En 1874, Louis-Xavier Sibeud de Saint-Ferréol vendit le château et les domaines de Virieu à Alphonse de Virieu : les archives partirent alors au château de Pupetières où résidait la famille.

Ce n'est qu'en 1925 que le château de Virieu fut à nouveau habité, après d'importants travaux de restauration engagés par Henri de Virieu, grand-père des déposants. 700 ans après, la famille de Virieu regagnait son château. C'est à cette période que les archives firent à nouveau l'objet d'un partage entre la lignée demeurée au château de Pupetières, et la famille installée à Virieu.

Archives historiques comme monument historique ?

À l'instar d'un bâtiment historique ou d'une œuvre d'art, des archives privées, en raison de leur valeur patrimoniale ou scientifique, peuvent être « classées » et reconnues comme « archives historiques ». À l'initiative du propriétaire – le cas le plus fréquent –, ou de l'administration des archives, la demande de classement d'un document ou d'un ensemble de documents d'archives est présentée au Conseil supérieur des archives à qui incombe la décision finale.

Les archives qui sont classées historiques entrent dans la catégorie des trésors nationaux et bénéficient à ce titre de mesures protectrices : elles restent à jamais « classées » en quelques mains qu'elles passent, elles ne peuvent être divisées ni aliénées par lot ou pièce, et tous travaux s'exécutent avec l'autorisation préalable de l'administration des archives et sous son contrôle scientifique et technique. Comme pour les autres catégories de trésors nationaux, l'exportation définitive est strictement interdite. Le classement de documents comme archives historiques n'emporte pas le transfert à l'État de leur propriété ni leur conservation systématique dans des services d'Archives départementales. Actuellement, pour la France entière, une soixantaine de fonds d'archives privées sont classés « archives historiques ». Dans cette liste figurent pour l'Isère outre les archives Virieu, les 60 volumes de la correspondance des frères Champollion acquis par le Département de l'Isère en 2001.

Le dépôt des archives du château de Virieu



204 J 1 / 129

Mises en ordre en 1660 par les soins de Gaspard Régis, notaire et châtelain de Dolomieu qui en consigna l'inventaire dans un gros registre, elles furent, d'après la tradition familiale, mises à l'abri durant la Révolution par l'agent d'affaires des Virieu qui les restitua vraisemblablement lorsqu'Élisabeth de Digeon, veuve de François-Henri de Virieu, et ses enfants s'installèrent au Grand-Lemps à partir de 1803. En témoignent les copies de documents de sa main, destinées à étayer la volonté de reconstituer le patrimoine quelque peu ébréché par les saisies révolutionnaires. Au milieu du XIX^{ème} siècle, le fonds d'archives prend une nouvelle dimension. Aidés par leur tante Stéphanie, seule survivante de l'Ancien Régime, Alphonse-Aymon de Virieu et son frère Godefroy se lancent dans une double appropriation de leur

histoire familiale: marquer leur fidélité à leur grand-père François-Henri, mort en 1793 dans le camp royaliste lors du siège de Lyon, et rattacher leur branche à la tige des Virieu, premiers seigneurs du lieu, dont le berceau devait rentrer dans leur patrimoine en 1874. Pendant que Viollet-le-Duc transforme et « médiévisé » Pupetières, que Stéphanie réalise un bandeau de cheminée commémorant la donation de Martin de Virieu en 1243 à la chartreuse de la Sylve-Bénite, Alphonse-Aymon demande à un chartiste, Guérinot, de classer ses archives et entretient une correspondance généalogique suivie avec les

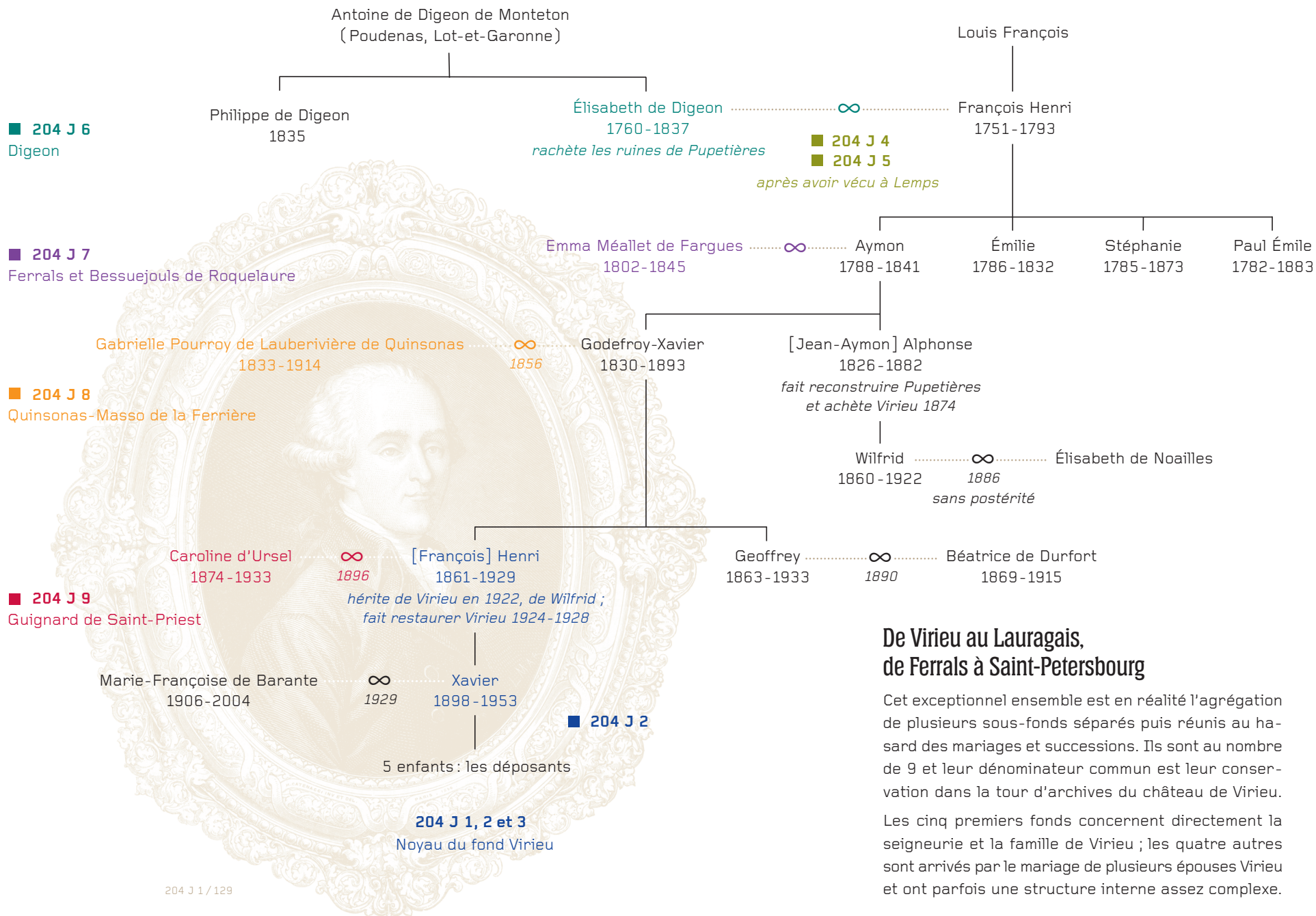
érudits dauphinois de l'époque, dont Rivoire de La Bâtie. Godefroy met au net la vie de François-Henri de Virieu et d'Élisabeth de Digeon, en les insérant dans une histoire généalogique de la maison de Virieu et de ses branches de Faverges et de Pupetières. Cette intense activité nous vaut de précieux dossiers de copies de titres.

Au cours du XIX^{ème} siècle, les archives familiales de Virieu s'enrichissent de plusieurs fonds extérieurs provenant par héritage des alliances matrimoniales de plusieurs générations (cf tableau): c'est ainsi que s'explique la variété géographique et thématique des documents déposés aux Archives de l'Isère.

En ouvrant en 1989 les placards de la salle d'archives, la première tâche d'Yves Soulingeas fut de dresser un état des lieux, une sorte de récolement plus ou moins poussé des collections. Ce travail indispensable, achevé à l'automne 1990 avec l'aide de son adjoint Jacques Mourier, permit d'individualiser les différentes composantes, préalable nécessaire à toute mise en ordre. Le premier ensemble inventorié fut le fonds du marquisat de Virieu, dans la mesure où, parallèlement, Vital Chomel inventoriait les dossiers Prunier de Saint-André conservés au château du Touvet. Cette conjonction de deux chantiers d'archives a permis en 1999, grâce à l'accord de leurs propriétaires respectifs, la publication de l'ouvrage *Papiers Prunier de Saint-André*, qui livre aux chercheurs les inventaires ainsi établis. Ce travail achevé, la mise en ordre des papiers et registres Virieu-Pupetières fut alors entamée sans plan préconçu, en raison de l'apparent désordre qui régnait sur les tablettes. Peu à peu un plan de classement fut élaboré.

204 J 1 / 367





De Virieu au Lauragais, de Ferrals à Saint-Petersbourg

Cet exceptionnel ensemble est en réalité l'agrégation de plusieurs sous-fonds séparés puis réunis au hasard des mariages et successions. Ils sont au nombre de 9 et leur dénominateur commun est leur conservation dans la tour d'archives du château de Virieu. Les cinq premiers fonds concernent directement la seigneurie et la famille de Virieu ; les quatre autres sont arrivés par le mariage de plusieurs épouses Virieu et ont parfois une structure interne assez complexe.

Le dépôt des archives

Alphonse de Lamartine



204 J 1 / 541



Xavier de Virieu 204 J 2 / 166



204 J 2 / 141

1. Fonds d'archives concernant Virieu

■ 204 J 1 fonds de Virieu-Pupetières

En 1925, le marquis Henri de Virieu s'installa à Virieu et y transféra les archives de famille, antérieurement conservées à Pupetières et mises en ordre sommaire dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle.

Ce sont les archives de la famille de Virieu et de ses biens depuis la fin du XIV^{ème} siècle, avec des copies de documents antérieurs (preuves de noblesse). L'inventaire s'articule en deux grandes parties : Ancien régime et XIX^{ème} siècle.

Plusieurs ensembles de documents sont remarquables : un ensemble de registres terriers remontant au XIV^{ème} siècle ; les papiers de François-Henri de Virieu (1751-1793) personnage le plus illustre de la famille, et la correspondance échangée entre Lamartine et son ami Aymon de Virieu entre 1808 et 1841.

Ce fonds comprend aussi les archives de la seigneurie de Montrevel, puis des maisons fortes de la Blache et d'Enclenoud, ainsi que celles des seigneuries de Montclar et de Vaugelas (Drôme), appartenant aux Arbalestier, pour la période du XIII^{ème} au XVIII^{ème} siècles.

Le fonds Virieu-Pupetières représente 42 ml et compte 1047 cotes.

■ 204 J 2 fonds Xavier de Virieu

Il a paru souhaitable de distinguer dans l'ensemble du fonds Virieu-Pupetières les papiers propres du marquis Xavier de Virieu (1898-1953) relatifs à sa carrière militaire, en raison de leur volume et de leur

intérêt, en particulier pour la période 1939-1945 avec son rôle à l'École des cadres d'Uriage et son engagement dans la résistance. 11 ml en tout, la moitié constituée par des monographies, brochures et périodiques provenant de la bibliothèque de l'École.

■ 204 J 3 fonds du marquisat de Virieu

Les archives de la seigneurie de Virieu ont été constituées par la famille Prunier de Saint-André, maîtresse des lieux depuis 1573 et jusqu'en 1768 ; les familles de Langon et de Saint-Ferréol possèdent ensuite le marquisat, et les archives mènent jusqu'en 1840. Le répertoire numérique détaillé de ce fonds constitue la seconde partie de l'ouvrage « Archives familiales du Dauphiné. Tome I. Fonds Prunier » publié par V. Chomel et Y. Soulingeas en 1999. Le fonds couvre 6,7 ml et comprend 343 cotes.

L'ensemble du fonds a été inventorié en 1768 à l'occasion de la succession de René-Ismidon-Nicolas Prunier, dernier membre de la famille Prunier de Saint-André. Dans leur grande majorité, les documents ont été conservés dans les sacs où ils avaient été rangés alors. Toutefois, certaines archives de nature seigneuriale ont été détruites à la Révolution par le marquis de Langon après l'abolition des privilèges ou remises aux municipalités de Virieu et de Grenoble ; les destructions effectuées ont été notées par le marquis sur l'inventaire de 1768. Plusieurs partages d'archives ont été effectués à l'occasion des successions.

Le fonds fut conservé au château de Virieu jusqu'à sa vente en 1874 par le comte de Saint-Ferréol à Alphonse de Virieu qui le transfère au château de

du château de Virieu

Pupetières où il reste jusqu'en 1925. Après cette date, il regagne le château de Virieu dans une salle d'archives aménagée à cet effet au premier étage du donjon où il reste jusqu'à son dépôt aux Archives de l'Isère.

Il se compose de quatre parties: la première contient les inventaires d'archives.

La seconde partie concerne les archives familiales. Celles-ci sont assez peu importantes concernant la famille Prunier de Saint-André: on y trouve principalement des contrats de mariage et des testaments, mais très peu de pièces au sujet des carrières des divers membres de la famille qui ont exercé des fonctions importantes (ces papiers sont conservés au château du Touvet). Cette partie contient toutefois quelques documents relatifs aux successions dont a bénéficié la famille de Langon et notamment aux successions Gallien de Châbons. Signalons aussi quelques liasses relatives à la période révolutionnaire: événements de 1789 et procédure sur les biens des pères et mères d'émigrés. Enfin, il convient de remarquer qu'aucun document n'est postérieur à 1835: les archives de la famille de Saint-Ferréol pour le XIX^{ème} siècle semblent avoir disparu.

La troisième partie est constituée des archives du marquisat de Virieu depuis son acquisition par les Prunier. Des documents sont antérieurs à 1573, les Prunier ayant fait faire des copies d'archives concernant la famille de Clermont conservées à la Chambre des comptes de Dauphiné. C'est pourquoi le fonds du marquisat de Virieu conserve, le plus souvent en copie mais parfois en originaux, des textes relatifs aux Clermont, d'un grand intérêt en raison de la faible

importance des archives de cette famille sur ses possessions dauphinoises. Ces pièces viennent compléter un ensemble de liasses relatives à l'acquisition de la seigneurie par les Prunier en 1721 et à son extension.

Outre les habituels documents de gestion de la seigneurie: comptabilité, baux et correspondance d'affaires, s'y trouvent quelques de liasses relatives aux bois et marais de la seigneurie, notamment au contentieux contre la chartreuse de la Sylve-Bénite en droit d'usage de la forêt. Ces documents sont particulièrement intéressants pour l'historien, les archives du monastère ayant été détruites sous la Révolution. Notons également des liasses relatives à la communauté d'habitants de Virieu.

Enfin, la quatrième et dernière partie constitue le fonds de la maison forte de Bellegarde, acquise par les Prunier, et les contentieux consécutifs.

Ainsi décrit, le fonds du marquisat de Virieu est un des plus beaux fonds d'archives seigneuriales du Dauphiné. Son mérite essentiel est de permettre l'étude d'une terre entre 1573, date de son acquisition, et 1835, voire même avant, grâce aux diverses copies de titres Clermont et aux pièces justificatives du procès contre la chartreuse de la Sylve-Bénite. La politique d'acquisitions foncières, leur regroupement en domaines, le passage de la Révolution française et la comptabilité, sans lacunes de 1775 à 1835, sont autant de points à retenir. Ce fonds forme le pendant des archives Prunier de Saint-André conservées au château du Touvet et inventoriées par Vital Chomel. Leur conjonction témoigne de l'histoire d'une famille, arrivée de Touraine en Dauphiné au milieu du XVI^{ème} siècle pour en gérer les finances, occu-



Stéphanie de Virieu 204 J non coté

Regards

Tel est le titre de l'exposition qui a mis en lumière une personnalité attachante de la famille de Virieu, Stéphanie. Née en 1785, elle fut jusqu'à la fin de sa vie en 1873 un témoin privilégié de son époque tant par son œuvre que pas sa correspondance, ses souvenirs et ses notes. Stéphanie de Virieu a en effet passé sa vie à dessiner, peindre, sculpter, à jeter sur le papier ceux qui l'entouraient et les lieux où elle vivait. Très liée à son frère Aymon qu'elle a beaucoup portraituré, leurs lettres ont été publiées par Marie-Renée Morin en regard de la correspondance échangée entre ce dernier et son ami Alphonse de Lamartine entre 1808 et 1841. C'est encore une fois grâce à l'esprit d'ouverture des familles de Virieu et de Quinsonas que des œuvres de Stéphanie ainsi que de nombreux documents du fonds qui n'était pas encore déposés ont été présentés dans cette belle exposition montée par Yves Soulingeas aux Archives départementales en 1996-1997.

Le dépôt des archives du château

pendant tout le XVII^{ème} siècle le premier rang au parlement de Grenoble, en particulier par le commandement de la province, accumulant honneurs et richesses. C'est tout un pan de l'histoire dauphinoise qui est ainsi à réécrire.

■ 204 J 4 fonds Prunier de Lemps

Le château de Pupetières, fut pillé en 1789, confisqué et vendu aux enchères en 1794. Élisabeth de Digeon, veuve du comte François-Henri de Virieu tué au siège de Lyon en 1793, acheta le château de Lemps où se trouvaient quelques archives de la famille Prunier de Lemps, branche cadette de la famille Prunier de Saint-André. Ce petit fonds (0.90 ml, 69 cotes) est aussi connu sous le nom de "malle de Lemps". Le répertoire figure également dans l'ouvrage consacré au fonds Prunier.

■ 204 J 5 Fonds de Lemps de la Touvière

Autre petit fonds (1,1 ml, 33 cotes) produit et conservé par la famille de Lemps, puis par la famille Babaz. Acquis au début du XXI^{ème} siècle par la famille de Virieu après le décès de la dernière représentante de la famille de Lemps, Claire Babaz, il a été déposé aux Archives départementales de l'Isère en 2015.

2. Fonds d'archives extérieurs au Dauphiné

■ 204 J 6 fonds Digeon de Monteton

Cette famille, aux origines géographiques incertaines (des documents médiévaux remontant au XII^{ème} siècle attestent de Digeon vivant en Artois, Picardie, et en Orléanais) est établie en Aquitaine dès le XV^{ème} siècle.

À la fin du XVII^{ème} siècle et au début du XVIII^{ème} siècle, plusieurs membres de la famille, à cause de leur confession protestante, émigrent en Suisse puis en Prusse. Ils forment la branche des Digeon de Prusse, Au XVIII^{ème} siècle, Jean-Jacques Digeon fait un très riche mariage avec Suzanne Narbonne-Pellet, d'une famille de commerçants de Bordeaux. La famille se hisse au premier rang de la noblesse régionale. Leur fils unique Philippe est le personnage central de ce fonds d'archives, intégré aux archives Virieu après son décès en 1836 : en effet sa sœur et héritière Élisabeth avait épousé le comte François-Henri de Virieu. C'est ainsi que parvinrent les archives du château de Poudenas (Lot-et-Garonne), qui intéressent Bordeaux, la Gascogne et la Vendée, ainsi que les papiers politiques et personnels de Philippe Digeon de Monteton, député du Lot-et-Garonne de 1815 à 1820. Ce fonds de 20 ml compte 452 cotes.

■ 204 J 7 fonds du château de Ferrals et de la famille Bessuéjous de Roquelaure

La présence de cet ensemble dans les archives de Virieu provient également d'une alliance matrimoniale : Emma Méallet de Fargues, qui avait épousé le comte Aymon de Virieu en 1822, transmet par héritage à son fils Godefroy de Virieu une partie des biens de la famille Bessuéjous de Roquelaure, établie en Rouergue depuis le XI^{ème} siècle. Cet héritage comprenait en particulier le château et les terres de Ferrals (Saint-Papoul, Aude), et les archives des différentes familles ayant possédé cette seigneurie.

Le fonds d'archives de Ferrals présente un intérêt dépassant largement sa propre histoire. En effet, ce château a été possédé par plusieurs familles impor-



Élisabeth de Digeon

Aymon de Virieu



204 J 1 / 129

204 J 1 / 541

de Virieu

tantes au niveau du Languedoc voire du royaume, tandis que leurs possessions s'étendaient principalement en Lauragais et en Rouergue, mais aussi en Auvergne, dans le comté de Toulouse et la vicomté de Carcassonne ainsi que près de Narbonne et de Béziers ; de plus, au XVI^{ème} siècle, l'histoire de Ferrals est fortement liée à celle de l'abbaye bénédictine de Notre-Dame de la Sagne, à Sorèze. Enfin, ces documents s'étendent du XI^{ème} siècle au début du XX^{ème} siècle, avec une proportion non négligeable de pièces du XVI^{ème} siècle, couvrant donc une période très large de presque mille ans, ce qui est exceptionnel pour un fonds privé.

Le château de Ferrals demeura propriété des Virieu jusqu'en 1920. Le classement de ces archives a été pris en charge financièrement par l'actuel propriétaire du château de Ferrals qui en a entrepris avec passion la restauration. Le fonds 204 J 7 représente 30 ml et compte 583 cotes, dont plusieurs centaines de parchemins du XIV^{ème} au XVII^{ème} siècles.

■ 204 J 8 fonds Quinsonas-Masso de La Ferrière

L'ensemble des archives produites par les familles de Masso de La Ferrière et de Vachon de Bellegarde ont été regroupées à la fin du XVIII^{ème} siècle par la famille de Quinsonas. Elles ont ensuite été transmises à la famille de Virieu par le mariage de Gabrielle de Quinsonas avec Godefroy de Virieu en 1856. Outre quelques papiers Quinsonas, l'essentiel est formé par le fonds Masso de La Ferrière, concernant Lyon et sa région. Cette famille a compté quelques personnages éminents : Pierre de Masso puis son fils Charles exercent la charge de sénéchal de Lyon tout au long du XVIII^{ème} siècle. On trouve aussi dans ce fonds les

dossiers de la succession de l'abbé de Giry de Vaux Saint-Cyr (biens en Forez et Velay dans la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle), et des documents concernant Catherine-Claudine de Chaponay, marquise de Quinsonas (période révolutionnaire) héritière de son oncle Masso de la Ferrière.

Ce fonds représente 8,40 ml et comporte 294 cotes.

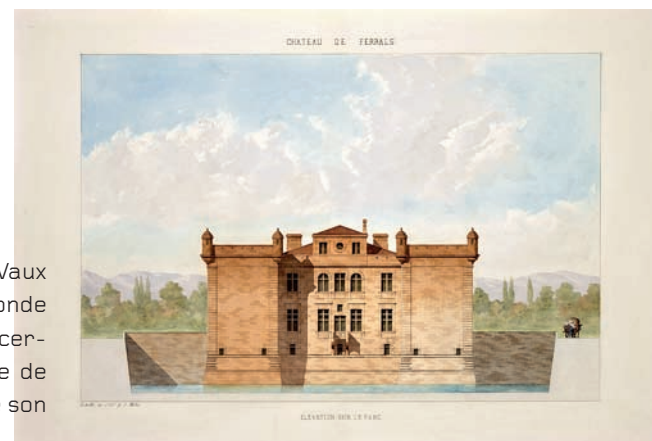
■ 204 J 9 fonds Guignard de Saint-Priest

Ce fonds est entré dans les archives du château de Virieu en 1896, par le mariage d'Henri de Virieu et Caroline d'Ursel, petite-fille de Sophie de Guignard de Saint-Priest. Il est formé par les archives de François-Emmanuel de Guignard de Saint-Priest (1753-1821), ambassadeur, et par celles de sa descendance via la ligne d'Armand de Guignard de Saint-Priest. Commencant à la fin de l'Ancien Régime, il couvre tout le XIX^{ème} siècle et permet notamment de suivre entre la France et la Russie la vie d'une famille émigrée sous la Révolution.

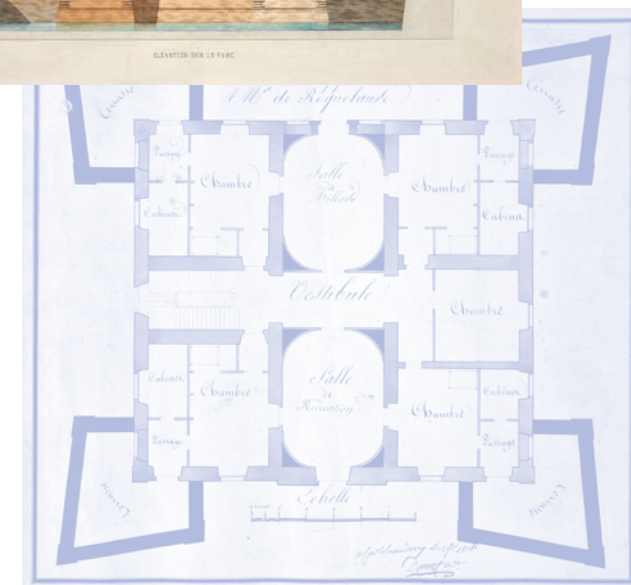
Notons aussi la présence d'archives de la famille de Clermont-Tonnerre, alliée par le mariage de Sophie de Guignard de Saint-Priest à Gaspard de Clermont-Tonnerre.

Ces papiers occupent 1,9 ml et comptent 57 cotes.

Les services d'archives des départements concernés par ces quatre fonds ont naturellement été destinataires des inventaires qu'ils porteront à connaissance de leurs chercheurs. N'oublions pas les sources complémentaires aux Archives de l'Isère, notamment le fonds de la famille Virieu-Ponterays [2 E 771-791] et la correspondance d'Albert du Boys, de son épouse et de sa fille Netty avec Stéphanie de Virieu [302 J].



204 J 7 / 414



204 J 7 / 414

204 J non coté



Le Point sur...

Il y a 100 ans : Merlin-Gerin

Les établissements Merlin & Gerin, spécialisés dans la construction d'appareillage électrique, ont été fondés à Grenoble en 1920 par Paul-Louis Merlin (1882-1973) et Gaston Gerin (1889-1943), tous deux diplômés de l'école des Arts et Métiers d'Aix en Provence, sous la forme d'une société en nom collectif. L'acte de fondation, signé le 19 Novembre 1919, est publié le 12 décembre dans la République de l'Isère et du Sud-Est. L'entreprise ouvre ses portes le 1^{er} Janvier 1920 à Grenoble. Transformée en 1922 en société anonyme par actions, elle absorbe en 1924 une fabrique de porcelaine pour application électrique, l'Électro-Porcelaine. Les activités de chaudronnerie, de serrurerie et de charpente s'effectuent à partir de 1933 au sein même de l'entreprise, après l'absorption de la Dauphinoise Électrique, filiale depuis 1929. Enfin sont rachetés les établissements Berger et Isnard de Fontaine, spécialisés dans la fonderie.

La société Merlin Gerin s'est assez vite spécialisée dans la fabrication des disjoncteurs et des tableaux électriques. Dans les années 1930 elle conquiert trois grands marchés de commandes lourdes : la marine, les mines et les équipements de réseaux. Après la Seconde Guerre mondiale, le programme national d'équipement hydro-électrique et l'achèvement de l'électrification du pays assure à Merlin Gerin un développement sans précédent. Portée par la croissance des Trente Glorieuses, la société affirme sa stratégie commerciale en s'orientant vers les marchés privés et la clientèle internationale. Les années 1970 voient la multiplication des unités délocalisées,

en France et à l'étranger : en 1990, 31 des 50 filiales étaient situées hors de France.

En 1972, le projet de fusion avec Jeumont Schneider n'aboutit pas, mais ce groupe accroît progressivement sa participation dans l'entreprise grenobloise. Les ateliers de fabrication de transformateurs, transférés à Metz, devinrent en 1975 une filiale commune Merlin Gerin - Jeumont Schneider. Enfin, en 1992, Merlin Gerin a été absorbé par le groupe Schneider, sous l'actuelle appellation Schneider Électric.

Le fonds d'archives des établissements Merlin Gerin est entré aux Archives départementales en application du contrat de dépôt conclu le 20 novembre 1978 entre monsieur Vital Chomé, directeur des Archives représentant le département de l'Isère, et monsieur Maurice Cavard, alors secrétaire général de l'entreprise.

Un premier transfert a été effectué en 1978. Portant sur les années 1920-1970, il a rapidement fait l'objet d'un classement par un groupe de retraités de l'entreprise. Puis en 1995, à l'instigation de monsieur Arnal, ancien directeur de la communication, un second ensemble, concernant essentiellement les années 1960 à 1992 (mais comportant certains documents plus anciens), a été trié et classé par des cadres intéressés par l'histoire de leur entreprise. À cette occasion, le classement de l'ensemble a été repris, afin d'éliminer les doublons et regrouper les documents selon un cadre tenant compte des grandes fonctions de l'entreprise. Comme on pourra le constater à la lecture du répertoire, la composition du fonds est

Gaston Gerin 36 Fi 24



36 Fi 20 Paul-Louis Merlin



SOCIÉTÉ DE CONSTRUCTION



D'APPAREILLAGE ÉLECTRIQUE

BUREAUX et USINES

Rue du Monestier-de-Clermont - GRENOBLE

7035 W 35

sensiblement différente de celles des fonds d'entreprises "classiques" : les publications imprimées y tiennent une place importante, la section "Personnel" en revanche est peu fournie, tandis que les documents comptables y font totalement défaut.

Au total, après tri, le fonds couvre 8 ml.

Merlin Gerin a confié en 1990 à la société Public Histoire le soin de rédiger un rapport portant sur sa propre histoire : *Merlin Gerin, une histoire d'avenir*, 4 volumes, juillet 1990. En 1992, la même société a publié un ouvrage à caractère historique, abondamment illustré, *Une histoire pour l'avenir, Merlin Gerin, 1920-1992*. On rapprochera de cette bibliographie les essais historiques plus techniques rédigés par d'anciens *Mergers*, rassemblés sous les cotes 47 J 1 à 5. Par ailleurs, ont été déposés plusieurs ensemble de photographies provenant des établissements Merlin Gerin et des diapositives représentant du matériel électrique ancien (fonds 18 Fi, 36 Fi et 51 Fi).

Deux fonds privés conservés aux Archives de l'Isère pourront compléter la consultation des papiers Merlin Gerin : celui déposé par André Gony, agent de maîtrise (sous-série 48J) et celui de René Frappat, ingénieur, responsable du personnel dans les années 1940 et instigateur de la mutualité dans l'Isère (106 J). Maurice Mercier a déposé un exemplaire de son mémoire, intitulé *Historique du département transformateurs des établissements Merlin Gerin* (2 J 426). Enfin, on trouvera dans la bibliothèque du service l'*Essai monographique sur les établissements Merlin Gerin* de J. Meunier [bib 8° 1326].

Télégraphe : MERGER-GRENOBLE
(Code AZ — Combinaison Pierron)

Téléphone { 18-75
7-33

Établissements Merlin & Gerin

Ingénieurs-Constructeurs (A. et M., I. E. G.)

Pour conclure, laissons la parole à Isabelle Vernus, alors conservateur aux Archives départementales de l'Isère, qui a organisé le dépôt et réalisé l'inventaire : « Mes remerciements et ma sincère admiration vont à MM. Amalric, Arnal, Beaurepaire, Ducluzeau, Erny et Sala qui ont mis au service des archives la passion qui les anime – ou les animait – dans leur métier. Grâce à eux, plus de 30 ml ont pu être triés en deux demi-journées : la légendaire efficacité de Merlin Gerin n'est pas un vain mot ! »

36 Fi 5



Société de Construction d'appareillage électrique et d'optique

(Etablissements MERLIN et GERIN)

Suivant acte sous seing privé en date à Grenoble du 19 novembre 1919,

M. Paul MERLIN, ingénieur, demeurant à Lyon, avenue de Saxe, n° 93 ;

Et M. GERIN, ingénieur, demeurant à Lyon, cours Lafayette, n° 79,

Ont formé entre eux une société en nom collectif ayant pour objet :

La construction et la vente de tout appareillage électrique à haute et basse tension.

L'achat, la vente de tout matériel électrique quelconque.

La construction et la vente de tous appareils d'optique.

La construction et la vente de toutes pièces détachées pour mécanique de précision et mécanique générale pour toutes industries.

Toutes opérations quelconques se rattachant directement ou indirectement à l'objet ci-dessus indiqué.

La durée de cette société a été fixée à 30 années à compter du 20 novembre 1919.

Il a été dit qu'elle pourrait continuer de plein droit par période de 5 ans à partir du 20 novembre 1939 et ainsi successivement tous les 5 ans à moins que l'un des associés n'ait avisé son co-associé six mois

à l'avance de son intention de la faire cesser, soit six mois avant le 20 novembre

1939, soit ensuite six mois avant l'expiration de chaque période quinquennale.

Le siège de la Société a été fixé à GRENOBLE (Isère), rue du Monestier-de-Clermont (bâtiment du Fibrocoll).

La Société a pris la dénomination de : Etablissements MERLIN et GERIN (Société de construction d'appareillage électrique et d'optique).

La signature sociale est : MERLIN et GERIN.

Les affaires seront

Per 741/52

Cotes à l'affiche



Les Impériaux

La série J est à l'honneur dans la liste des sources utilisées par Aurélien Lignereux, professeur d'histoire à Sciences Po Grenoble, pour son ouvrage paru à l'automne dernier aux éditions Fayard, *Les Impériaux, Administrer et habiter l'Europe de Napoléon*. Cette étude prosopographique qui renouvelle le genre en faisant appel, en plus des sources administratives habituelles, aux correspondances privées et autres écrits de la sphère intime, porte sur les trajectoires individuelles de près de 1500 fonctionnaires français qui ont servi dans les départements créés au fur et à mesure des conquêtes napoléoniennes (130 à l'apogée de l'Empire en 1811 pour 44 millions de sujets). Les besoins sont alors énormes et les opportunités nombreuses dans tous les corps de l'administration : la préfectorale mais aussi les douanes, les finances, les ponts et chaussées, les forêts. Les profils et les âges sont divers : des bourgeois au passé plus ou moins révolutionnaire mais aussi d'anciens émigrés, des jeunes gens disposant de réseaux familiaux mais aussi des nouveaux venus à qui l'époque permet d'entrer dans la carrière.

Parmi ces *Impériaux*, terme employé en référence aux coloniaux britanniques ou français dans le cadre des empires coloniaux de la fin du XIX^{ème} siècle, les agents originaires de l'Isère figurent en très bonne place. Plusieurs raisons à cela : la situation frontalière du département et la reconversion d'une ex ville de Parlement mais aussi le népotisme actif d'Antoine Français de Nantes, natif de Beaurepaire, d'une grande fidélité envers ses connaissances dauphinoises et dispensateur de nombreux postes des Droits Réunis dont il est le directeur général.

Aux Archives de l'Isère l'auteur a surtout puisé dans les petits fonds de la série J (Anglès 1 J 555, Français de Nantes 5 J 87, Dausse 5 J 90, Brun 32 J 142), mais aussi 7 P (pour les états de service du personnel des douanes) et quelques dossiers en 1 M. Il a également utilisé les manuscrits de la BMG, notamment les papiers de Dubois-Aymé, Montalivet, Perrin et Planta.

Cet ouvrage vient de recevoir le prix Premier Empire de la Fondation Napoléon.

Une présentation débat a réuni fin janvier autour de l'auteur Gilles Bertrand, professeur d'histoire moderne à l'Université Grenoble Alpes et Caroline Wahl, archiviste en charge des archives modernes (1800-1940), pour présenter à un public d'universitaires et de passionnés d'histoire locale mais aussi de généalogie les problématiques de l'histoire du Premier Empire et de la prosopographie ainsi que les fonds d'archives qui les documentent.

Chemin(s) faisant

14 O 481 ? Ou préférez-vous 13 S 4 / 172 ? Ces deux documents (sur 18) ont été empruntés par les Archives départementales de la Drôme pour faire partie de l'exposition "Chemin(s) faisant : une histoire des routes du Vercors". Elle retrace l'histoire millénaire des mobilités en Vercors et des échanges entre le massif et son piémont, dont la construction des routes, entre 1827 et 1914, constitue un épisode marquant. L'image usuelle du Vercors est celle d'une

Notice

*Sur un projet de route,
du Villard-de-Lans à Pont-en-Bois
et St. Nazaire,
et de parerment du Col de Proussat
et de Col-Vent.*

14 0 3

“ forteresse ” enclavée et difficile d'accès. La période qui s'étend de 1827 – date d'ouverture de la première route carrossable de Grenoble à Villard-de-Lans – à la Première Guerre mondiale constitue un changement d'échelle sans précédent dans l'histoire des mobilités dans ces montagnes.

Ces emprunts sont dus au fait que le massif du Vercors est à cheval sur nos deux départements. Il est donc logique de recourir aux ressources des fonds des deux services d'archives.

14 O 481 : ce dossier comprend deux pétitions, pour et contre, des habitants de la commune de Pariset, concernant la poursuite du Chemin de grande communication n° 106 (ancien chemin d'intérêt commun n° 6) de Grenoble aux Jarrands par Pariset et Méaudre avec embranchement sur Sassenage, Seyssinet et Autrans, en 1865.

13 S 4 / 172 : le carnet d'attachement du surveillant Louis Blunat pour le chantier du CVO de Saint-Gervais à Romeyère en 1885 a retenu notre attention en raison des dessins qui s'y trouvent.

Exposition aux AD de la Drôme, du 12 mars au 30 septembre 2020. Ouverture du lundi au vendredi de 9 à 17h, et un samedi sur deux de 14h à 18h, avec visite guidée gratuite (consulter le site Internet pour le détail des ouvertures).

Catalogue d'exposition (134 p.) disponible sur place ou en librairie au prix de 19€.

Hors les murs

Mars à La Mure

Après Vienne en 2018 et Bourgoin-Jallieu en 2019, nous proposons cette année aux habitants de la Matheysine et du Trièves qui hésitent à se lancer dans une recherche un cycle d'ateliers pour les aider à franchir le pas : organisés en six séances sur trois jeudis, animés par plusieurs archivistes intervenant dans leurs spécialités, ils associent cours et exemples de recherche avec manipulation de documents originaux.

Qu'est-ce qu'un cadre de classement, un instrument de recherche ? Comment rechercher un ancêtre dans les archives du recrutement militaire ou dans les archives communales ? Retracer l'histoire d'un terrain ou d'un bâtiment à partir du cadastre napoléonien ? Utiliser des documents antérieurs à la Révolution française ? Telles seront les principaux sujets abordés.

Ces ateliers sont gratuits, sur inscription et se tiendront à la Maison du Département – Matheysine à La Mure. Il est possible de participer à un ou plusieurs ateliers (maximum 3).

Programme et renseignements sur archives-isere.fr et inscriptions à partir du 1^{er} février auprès des Archives départementales de l'Isère au 04 76 54 37 81

LE DÉPARTEMENT DE L'ISÈRE PROPOSE

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ISÈRE

MARS À LA MURE

Ateliers d'initiation à la recherche en archives

12 | 19 | 26 mars 2020

Les Archives viennent à vous !

MAISON DU DÉPARTEMENT – MATHEYSINE
2 rue du Pont de la Maladière
Sur inscription 04 76 54 37 81 archives-isere.fr

isère LE DÉPARTEMENT

2021 Archives la culture en Isère

nouvellement en service

Instruments de recherche

Envie de voyager ? Plongez-vous dans les archives familiales Bouchayer ! (353 J)

Déposés aux Archives départementales de l'Isère, ces documents privés couvrent quatre générations rassemblées autour des différents "chefs de familles" successifs : Joseph Bouchayer (1835-1898), Aimé Bouchayer (1867-1928) et ses frères, Jean Bouchayer (1893-1988) et Robert Bouchayer (1919-1998). Il s'agit essentiellement de documents familiaux, mais aussi d'éléments autobiographiques et professionnels témoignant de cette saga familiale et industrielle grenobloise au cours du XX^{ème} siècle. Il faut noter en complément que les fonds d'archives des Établissements Bouchayer et Viallet [73 J], de la Société dauphinoise de montages [74 J] et des Établissements Joya [76 J] sont étroitement liés et peuvent être consultés de façon simultanée (cf. *Chroniques d'Archives* n°32).

Pré-classés grâce aux travaux de recherche menés par Auguste, Jean et Robert Bouchayer, les dossiers thématiques sont constitués de documents originaux d'archives, de copies, de notes généalogiques, de documentation et de correspondance contemporaine. Quelques axes d'études attendus émergent de ce corpus familial : scolarité, engagement militaire, correspondance intime, direction des sociétés du groupe Bouchayer-Viallet ou rôle social de cette famille au sein de la notabilité grenobloise. Mais les habitudes d'écrit prises par les membres de la famille Bouchayer (carnets de notes ou agendas) ouvrent des champs bien plus étonnants.

On quitte alors rapidement Grenoble et le territoire isérois, pour découvrir des contrées plus lointaines. Pourquoi ne pas s'installer ainsi dans la Berliet d'Aimé Bouchayer pour parcourir en famille les routes du Midi français (1905) et du Tyrol entre Suisse, Allemagne, Autriche et Italie (1910) ? Plus tardivement, l'essor des mobilités et du transport aérien permet de suivre pas à pas Jean Bouchayer dans ses déplacements privés et professionnels tout au long des années 1970 ; du Japon en Égypte, des États-Unis en Algérie, en passant par la Scandinavie ou la Sicile. Enfin comment ne pas évoquer le destin hors du commun de Louis Bouchayer ? Esprit sportif et aventurier, les pérégrinations du petit frère d'Aimé Bouchayer l'emmènent à déambuler dans les rues de Constantinople et du Pirée en 1898. Il part ensuite travailler en Colombie en pleine guerre des Mille jours opposant les membres du parti libéral colombien au gouvernement du Parti national. Il supervise sur place la pose d'une canalisation fournie par les Établissements Bouchayer-Viallet à une mine d'or, jusqu'à son décès sur place foudroyé par la fièvre jaune en 1902.

Le fonds comprend 97 articles et représente 9,6 ml.



353 J 6



353 J 14

Des catholiques dans la guerre

Par hasard, en un tir groupé, ont été classés successivement trois petits fonds privés qui avaient en commun de concerner la Seconde Guerre mondiale vécue par des catholiques et un futur prêtre. Certes, déjà intéressants en eux-mêmes, les voir se succéder avec ce thème commun leur a donné encore plus de relief et de valeur, comme dans un puzzle qui prend du sens, les pièces une fois rassemblées.

Les voici :

1 J 2257/1-2 Compagnons de France, section de Saint-Nazaire-les-Eymes (1940-1941). Ces compagnons recrutèrent des adolescents, des chômeurs ou des personnes déplacées par l'exode de 1940, avec comme objectif de les rendre utiles (chantiers chez des particuliers voire pour des services publics). Un des intendants de la section, Jean Bonnet, devint par la suite prêtre.

27 J 188 sont ici rassemblés les cahiers de sermons du curé isérois Perrin en série continue de 1913 à 1982. Cela rend possible par exemple de se pencher sur des périodes sensibles comme celle de la Seconde Guerre mondiale.

340 J composé des archives du Mouvement des ingénieurs et chefs d'industrie de l'action catholique entre 1936 et 1979, qui eut comme secrétaire à partir de 1947 Madeleine Perrot, veuve du résistant Jean Perrot.



La poussière ne déménagera pas

Depuis fin décembre et jusqu'au déménagement, l'ensemble de nos fonds va être dépoussiéré par une entreprise spécialisée.

Au fur et à mesure de l'opération, les documents seront temporairement incommunicables. Nous vous invitons à vous renseigner en salle des inventaires ou sur notre site pour savoir si votre cote est bien accessible.

Nous sommes conscients de la gêne occasionnée mais ceci est pour la bonne cause : la poussière ne déménagera pas avec les documents !

POUR NOUS JOINDRE

Par courrier :
Hôtel du département,
7 rue Fantin-Latour,
BP 1096
38022 Grenoble cedex 1
Par courriel :
archives-departementales
@isere.fr

Pratique

La réservation de documents pour le jour même

Vous pouviez réserver par téléphone trois documents pour le lendemain. Il est désormais possible de le faire pour le jour-même : il vous suffit d'avoir un numéro de lecteur validé pour l'année et de connaître les cotes des documents que vous désirez consulter. Pratique si vous habitez loin ou ne pouvez venir aux Archives qu'à l'heure du déjeuner.

Quand ça ne marche pas...

La plupart des internautes qui nous signalent un dysfonctionnement sur les archives en ligne le résolvent en mettant à jour leur navigateur (Chrome, Firefox, Internet explorer...). Si cela ne fonctionne toujours pas, ils changent de navigateur. Notre visualiseur fonctionne généralement bien **avec une version à jour** du navigateur Google Chrome. Nous conseillons également d'accéder à nos archives en ligne en passant par la page d'accueil de notre site et non via un raccourci. En effet, un raccourci un peu ancien vers notre page Archives en ligne pourrait ne pas avoir pris en compte les mises à jour récentes.

Newsletter

Une newsletter mensuelle est envoyée à tous ceux qui en ont fait la demande. En plus des principaux rendez-vous du mois à venir tels que conférences, ateliers ou autres propositions, vous y trouverez l'actualité pratique du service (fermetures non programmées...) et ses publications récentes.

Pour la recevoir envoyez-nous un mail sur archives-departementales@isere.fr

Abonnement

Vous avez été intéressé par ce numéro de *Chroniques d'Archives* ? Vous désirez continuer à le recevoir ? Il faut vous abonner. Cet abonnement est totalement gratuit, faites-le par courrier ou par mail (si vous vous êtes déjà abonné, il n'est pas utile de vous réabonner, signalez nous simplement si vous ne souhaitez plus recevoir cette lettre). Vous pourrez également télécharger les numéros à venir, ainsi que les précédents, sur le site des Archives de l'Isère www.archives-isere.fr

La trouvaille de l'archiviste

Le plus laid ...

Nous ne savons qui a inspiré l'auteur de ce dessin, mais ce n'est probablement pas la séduction du modèle. Le résultat laisse rêveur...

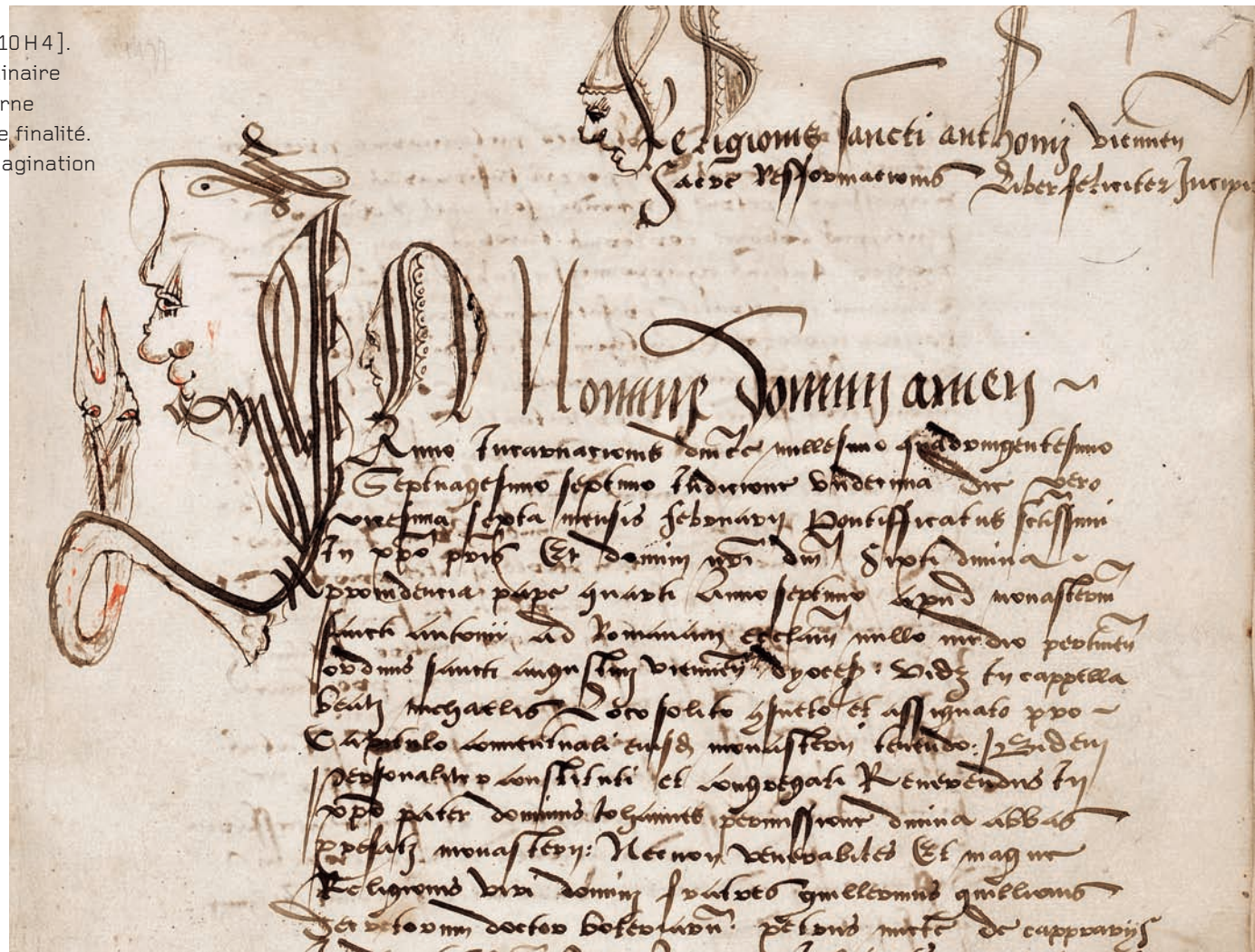
Et qui est la dame qui le regarde de dos ?

Trouvé dans le registre intitulé

Statuts de l'ordre des Antonins, daté de 1477 [10 H 4].

Cela dit, de telles lettrines n'ont rien d'extraordinaire pour l'époque et il est probable que le notaire orne ou se délasse de sa copie fastidieuse sans autre finalité. Il n'est cependant pas interdit de laisser son imagination vagabonder

10 H 4



Direction / Hélène Viallet
Responsable de la
publication / Natalie Bonnet
Photographies / Jean-Paul Guillet
p.2    Département de l'Isère

04 76 54 37 81
www.archives-isere.fr